

## TABLEAU COMPARATIF

Texte du projet de loi	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Propositions de la Commission
PROJET DE LOI PORTANT CRÉATION D'UNE PRIME POUR L'EMPLOI	Sans modification.	PROJET DE LOI PORTANT CRÉATION D'UN <i>CREDIT D'IMPOT</i> <i>EN FAVEUR DE L'ACTIVITE</i>
<b>Article unique</b>	<b>Article unique</b>	<b>Article unique</b>
Il est créé, dans le code général des impôts, un article 200 <i>sexies</i> ainsi rédigé :	Sans modification.	Alinéa sans modification.
« Art. 200 <i>sexies</i> .- I.- Afin d'inciter au retour à l'emploi ou au maintien de l'activité, il est institué un droit à récupération fiscale, dénommé prime pour l'emploi, au profit des personnes physiques fiscalement domiciliées en France mentionnées à l'article 4 B. Cette prime est accordée au foyer fiscal à raison des revenus d'activité professionnelle de chacun de ses membres, lorsque les conditions suivantes sont réunies :		« Art. 200 <i>sexies</i> .- I.- Afin d'inciter ...
		..., dénommé <i>crédit d'impôt en faveur de l'activité</i> , au profit...
		... l'article 4 B. <i>Ce crédit d'impôt</i> est accordé au foyer fiscal ...
		... sont réunies :
		Alinéa sans modification.
		Alinéa sans modification.
		« B.- 1° Le montant ...
		... bénéficiaire <i>du crédit d'impôt</i> , à raison ...

**Texte du projet de loi**

**Texte adopté par  
l'Assemblée nationale**

**Propositions de la Commission**

inférieur à 20 575 F ni supérieur à 96 016 F.

« La limite de 96 016 F est portée à 146 257 F pour les personnes soumises à imposition commune lorsqu'un des membres du couple n'exerce aucune activité professionnelle ou dispose de revenus d'activité professionnelle d'un montant inférieur à 20 575 F ;

« 2° Lorsque l'activité professionnelle n'est exercée qu'à temps partiel ou sur une fraction seulement de l'année civile, ou dans les situations citées au deuxième alinéa du A, l'appréciation des limites de 96 016 F et de 146 257 F s'effectue par la conversion en équivalent temps plein du montant des revenus définis au 1°.

« Pour les salariés, la conversion résulte de la multiplication de ces revenus par le rapport entre 1 820 heures et le nombre d'heures effectivement rémunérées au cours de l'année ou de chacune des périodes faisant l'objet d'une déclaration. Cette conversion n'est pas effectuée si ce rapport est inférieur à un.

« Pour les agents de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et les agents des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, travaillant à temps partiel ou non complet et non soumis à une durée du travail résultant d'une convention collective, la conversion résulte de la division du montant des revenus définis au 1° par leur quotité de temps de travail. Il est, le cas échéant, tenu compte de la période rémunérée au cours de l'année ou de chacune des périodes faisant l'objet d'une déclaration.

« En cas d'exercice d'une activité professionnelle non salariée sur une période inférieure à l'année ou faisant l'objet de plusieurs déclarations dans l'année, la conversion en équivalent temps plein s'effectue en multipliant le montant des revenus

... à 96 016 F.

Alinéa sans modification.

« 2° Sans modification.

**Texte du projet de loi**

**Texte adopté par  
l'Assemblée nationale**

**Propositions de la Commission**

déclarés par le rapport entre le nombre de jours de l'année et le nombre de jours d'activité ;

« 3° Les revenus d'activité professionnelle pris en compte pour l'appréciation des limites mentionnées aux 1° et 2°, s'entendent :

« a) Des traitements et salaires définis à l'article 79 à l'exclusion des allocations chômage et de préretraite et des indemnités et rémunérations mentionnées au 3° du II de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale ;

« b) Des rémunérations allouées aux gérants et associés des sociétés mentionnées à l'article 62 ;

« c) Des bénéficiaires industriels et commerciaux définis aux articles 34 et 35 ;

« d) Des bénéficiaires agricoles mentionnés à l'article 63 ;

« e) Des bénéficiaires tirés de l'exercice d'une profession non commerciale mentionnés au 1 de l'article 92.

« Les revenus exonérés en application des articles 44 *sexies* à 44 *decies* sont retenus pour l'appréciation du montant des revenus définis aux c, d et e.

« II.- Lorsque les conditions définies au I sont réunies, la prime, au titre des revenus professionnels de l'année 2000, est calculée, le cas échéant, après application de la règle fixée au III, selon les modalités suivantes :

« A.- 1° Pour chaque personne dont les revenus professionnels évalués conformément au 1° du B du I, et convertis, en tant que de besoin, en équivalent temps plein au titre de l'année 2000 sont inférieurs à 68 583 F, la prime est égale à 2,2 % du montant de ces revenus.

« Lorsque ces revenus sont supérieurs à 68 583 F et inférieurs à 96 016 F, la prime est égale à 5,5 % de la différence entre 96 016 F et le

« 3° Sans modification.

« II.- Lorsque ...  
... sont réunies, *le crédit d'impôt*, au titre des revenus professionnels de l'année 2000, est *calculé*, le cas échéant, ...

... suivantes :

« A.- 1° Pour chaque personne ...

... inférieurs à 68 583 F, *le crédit d'impôt* est *égal* à 2,2 % du montant de ces revenus.

« Lorsque ...

... 96 016 F, *le crédit d'impôt* est *égal* à 5,5 % ...

**Texte du projet de loi**

montant de ces revenus ;

« 2° Pour les personnes dont les revenus ont fait l'objet d'une conversion en équivalent temps plein, le montant de la prime est divisé par les coefficients de conversion définis au 2° du B du I ;

« 3° Pour les couples dont l'un des membres n'exerce aucune activité professionnelle ou dispose de revenus d'activité professionnelle d'un montant inférieur à 20 575 F :

« a) Lorsque les revenus professionnels de l'autre membre du couple, évalués conformément au 1°, sont inférieurs ou égaux à 96 016 F, la prime calculée conformément aux 1° et 2° est majorée de 500 F ;

« b) Lorsque ces revenus sont supérieurs à 96 016 F et inférieurs ou égaux à 137 166 F, le montant de la prime est fixé forfaitairement à 500 F ;

« c) Lorsque ces revenus sont supérieurs à 137 166 F et inférieurs à 146 257 F, la prime est égale à 5,5 % de la différence entre 146 257 F et le montant de ces revenus.

« B.- Le montant total de la prime déterminé pour le foyer fiscal conformément aux 1°, 2° et a du 3° du A est majoré de 200 F par personne à charge au sens des articles 196 à 196 B, n'exerçant aucune activité professionnelle ou disposant de revenus d'activité professionnelle d'un montant inférieur à 20 575 F.

« Pour les personnes définies au II de l'article 194, la majoration de 200 F est portée à 400 F pour le premier enfant à charge qui remplit les conditions énoncées à l'alinéa précédent.

« C.- Pour les personnes placées dans les situations mentionnées aux b et c du 3° du A et au deuxième alinéa du B, dont le montant total des revenus d'activité professionnelle est compris entre 96 016 F et 146 257 F, la majoration pour charge de famille est fixée forfaitairement aux montants

**Texte adopté par l'Assemblée nationale**

**Propositions de la Commission**

... revenus ;

« 2° Pour les personnes ...

... le montant *du crédit d'impôt* est divisé ...  
... du I ;

Alinéa sans modification.

« a) Lorsque ...

... à 96 016 F, *le crédit d'impôt calculé* conformément aux 1° et 2° est majoré de 500 F ;

« b) Lorsque ...

... le montant *du crédit d'impôt* est fixé forfaitairement à 500 F ;

« c) Lorsque ...

... 146 257 F, *le crédit d'impôt* est égal à 5,5 % ...

... revenus.

« B.- Le montant total *du crédit d'impôt* déterminé ...

... à 20 575 F.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Texte du projet de loi

mentionnés au B, quel que soit le nombre d'enfants à charge.

« III.- Pour l'application du B du I et du II les revenus des activités professionnelles mentionnées aux *c, d, et e* du 3° du B du I sont majorés de 11,11 %.

« IV.- Le montant total de la prime accordée au foyer fiscal ne peut être inférieur à 160 F. Il s'impute en priorité sur le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année d'imposition des revenus d'activité déclarés.

« L'imputation s'effectue après prise en compte des réductions d'impôt mentionnées aux articles 199 *quater* B à 200, de l'avoir fiscal, des autres crédits d'impôt et des prélèvements ou retenues non libératoires.

« Si l'impôt sur le revenu n'est pas dû ou si son montant est inférieur à celui de la prime, la différence est versée aux intéressés.

« Ce versement suit les règles applicables en matière d'excédent de versement.

« V.- Le bénéfice de la prime est subordonné à l'indication par les contribuables, sur la déclaration prévue au I de l'article 170, du montant des revenus d'activité professionnelle définis au 3° du B du I et des éléments relatifs à la durée d'exercice de ces activités.

« VI.- Un décret précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article et notamment celles relatives aux obligations des employeurs. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Propositions de la Commission

Alinéa sans modification.

« IV.- Le montant total *du crédit d'impôt accordé* au foyer fiscal...

... déclarés.

Alinéa sans modification.

« Si l'impôt ...

... celui *du crédit d'impôt*, la différence est versée aux intéressés.

Alinéa sans modification.

« V.- Le bénéfice *du crédit d'impôt* est subordonné ...

... activités.

« *Pour bénéficiaire du crédit d'impôt au titre des revenus de 2000, les contribuables peuvent adresser ces indications à l'administration fiscale jusqu'à l'émission des rôles d'impôt sur le revenu dont la date sera fixée par le ministre chargé de l'économie et des finances.*

« VI.- Sans modification